

# Pour éviter l'enlèvement

# Préparons la rentrée

**M**ALGRE les gros titres de « l'Humanité », il faut reconnaître que, par rapport au 17 mai, la journée de manifestation du 14 juin constitue un net recul : 15.000 salariés du secteur privé ont manifesté à Paris après un débrayage en fin de poste, le soir. On ne peut pas dire qu'il s'agisse là d'un véritable coup d'arrêt décidé par les directions syndicales : tout simplement elles ont procédé à une nette séparation entre le secteur public et secteur privé. Déjà le 17 mai, selon que l'on était fonctionnaire ou salarié d'usine privée, on s'adressait à Pompidou ou au C.N.P.F.

## SECTEUR PRIVÉ PAS PRÊT?

Après cette journée du 14 juin, on est tenté de dire que les salariés du secteur privé n'étaient et ne sont pas prêts à entreprendre de grandes luttes. Mais ils ne l'étaient pas, paraît-il, en décembre 1964 ou en janvier 1965 ; pourtant, c'est en avril 1965 qu'ont débuté les grandes grèves chez Peugeot, chez Berliet et dans la construction navale à Nantes et Saint-Nazaire. Rappelons que ces grèves se terminèrent par des échecs faute de direction confédérale capable d'organiser les luttes au niveau le plus élevé. Il n'est donc pas impossible que le souvenir des échecs passés ait eu un effet paralysant le 14 juin ; ceci est d'autant plus probable que l'objectif d'une négociation avec le CNPF ne saurait apporter l'espoir d'une victoire décisive et que la situation de l'emploi actuellement défavorable aux salariés peut rendre prudents ceux qui sont tentés de se battre.

De plus, peut-on s'attendre à voir les salariés du secteur privé entreprendre de grandes luttes quand, depuis des années, les directions ouvrières les cantonnent dans les limites étroites de l'entreprise ? Il faut se souvenir que pendant la grève chez Peugeot les ouvriers étaient appelés à débrayer par poste ou par atelier. Plus récemment et à un autre niveau, après l'accord du 10 janvier, la CGT défendait opiniâtement l'idée que les grèves catégorielles ou par entreprise étaient une absolue nécessité puisque (les petits ruisseaux font les grandes rivières) elles permettraient d'arriver aux grandes luttes.

Enfin, il nous faut voir dans quelle perspective politique sont organisées les luttes : c'est avec l'objectif unique d'une victoire de la « gauche » aux prochaines législatives. Les salariés assistent impuissants à toute la série des marchandages qui président à la préparation de cette

hypothétique victoire. Sans autre perspective politique, il est évident qu'on ne peut attendre de grand enthousiasme.

Nous posons la question : le secteur privé est-il prêt ? Sans doute faut-il répondre par la négative ; mais il est beaucoup plus exact de dire que les directions syndicales n'ont pas préparé les salariés de ce secteur à de grandes luttes.

## LES CONGÉS PAYÉS DU SECTEUR PUBLIC

Il est vrai que les salariés des secteurs public et nationalisé ne sont pas davantage préparés à de grandes luttes que leurs camarades du secteur privé. Il suffit de lire les circulaires émanant des directions de syndicat ou de fédération pour s'en rendre compte : ce n'est parfois que 48 heures avant la grève que ces appareils donnent leurs consignes à la base. Dans ces conditions on peut se demander à quel moment les salariés sont consultés sur l'organisation de la grève et plus généralement sur la tactique des luttes. Toutefois, c'est dans les secteurs public et nationalisé que la pression de la base en faveur de grandes luttes a été la plus forte depuis quelques mois. Ceci tient sans doute au fait que le problème de la sécurité de l'emploi ne se pose pas avec la même acuité dans ce secteur et que les salariés de la fonction publique n'ont pas subi les graves échecs qui ont marqué notamment les travailleurs de l'industrie automobile. Cette pression a été ressentie jusqu'au Comité confédéral national de la CGT où se sont déroulées des discussions assez animées sur la suite à donner au 17 mai. Au niveau des sections syndicales, les cadres moyens et les petits bureaucrates se sont trouvés aux prises avec la base à laquelle il fallait répondre directement ; ceci a d'ailleurs donné lieu à quelques tiraillements car le 17 mai a littéralement « regonflé » les militants et même les non-organisés, et généralement on avait assez envie de remettre ça.

L'argument le plus utilisé pour expliquer la non-mobilisation du 14 juin fut, c'était prévisible, l'approche des congés payés : faire perdre des journées de salaire à la veille des départs en vacances serait prendre le risque de se déconsidérer aux yeux de ceux qui nous ont fait confiance le 17 mai ; la lutte sera de longue haleine et comme de toute façon il faudra s'arrêter en juillet et août, il vaut mieux ne rien faire pour l'instant et préparer la rentrée. Ainsi présenté, cet argument a porté dans un grand nombre

de cas ; mais dans certains secteurs, il a été mal reçu : si les congés payés approchent, cela est vrai pour les salariés de la fonction publique comme pour ceux du secteur privé. Alors, pourquoi mobiliser les uns et pas les autres ? Ceci a amené les responsables à s'enliser un peu plus : faute de pouvoir répondre à une question aussi pertinente, ils ont dû expliquer que pour l'instant le point faible c'est le CNPF et qu'il est de bonne guerre de porter les coups sur ce point faible. L'expérience a montré qu'au lieu de porter des coups on s'est contenté de frapper à la porte de la rue Pierre-1<sup>er</sup>-de-Serbie.

## LES CRITIQUES SONT DANS LA RUE

C'est parce que le 17 mai a regonflé les salariés que les rapports avec les cadres syndicaux se sont parfois tendus. Des critiques, justes ou pas, commencent à fuser de diverses parts qui convergent vers ceux qui argumentaient pour ne rien faire le 14 juin ; ceci ne touche pour l'instant que des secteurs limités à l'intérieur des syndicats. Mais à l'extérieur il y a aussi des critiques, moins verbales celles-là. Le manque de place dans notre dernier numéro nous a empêché de publier toute une série d'informations sur le 17 mai qui sont pourtant très significatives.

A Dijon, au cours d'un meeting à la préfecture, le délégué de la FEN, qui rendait compte de l'entrevue avec le préfet en termes trop élogieux pour ce représentant de l'ordre établi, s'est fait chahuter par les manifestants.

A Toulouse, à plusieurs reprises les manifestants ont tenté de déborder le service d'ordre syndical et protesté contre le fait qu'on voulait les faire manifester devant... le monument aux morts et non devant la préfecture où la délégation des syndicats devait être reçue.

A Paris, l'accueil chaleureux fait par ceux qui regardaient passer la manifestation, aux délégations de Roussel-Uclaff et des étudiants de la Sorbonne lançant des mots d'ordre révolutionnaires et chantant l'Internationale, était significatif : on ne se contentait plus de chanson de kermesse, il fallait des mots d'ordre précis. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le service d'ordre de la CGT a tenté d'évincer la délégation de Roussel-Uclaff de la manifestation parisienne du 17 mai.

Ces quelques incidents ne nous donnent pas une image exacte de tout le mouvement ouvrier : ils sont le produit d'une période d'activité relativement intense

dans les syndicats. Mais ils n'en reflètent pas moins une tendance assez générale à exiger des directions qu'elles organisent les luttes, qu'elles croisent le fer avec l'ennemi de classe.

## POUR LA RENTRÉE

Nous n'avons pas de boule de cristal, et le lecteur qui espère des prévisions sur la rentrée sera évidemment déçu. Si nous ne pouvons pas dire quel sera l'intention des directions après les congés payés, nous pouvons par contre préparer la rentrée : pour cela nous avons un certain nombre d'axes de travail qui découlent de l'analyse que nous avons pu faire de la période écoulée.

Pour l'essentiel, il s'agit de maintenir l'acquis. Celui-ci se compose d'au moins trois éléments :

1) l'unité d'action réalisée au sommet entre la CGT et la CFDT, accord qui s'est élargi fréquemment à FO au niveau des fédérations ou des entreprises ;

2) la mobilisation croissante des salariés qui a conduit la classe ouvrière à la journée du 17 mai ;

3) la vie relativement animée à l'intérieur des sections syndicales avant et immédiatement après le 17 mai.

Préparer la rentrée, cela signifie pour les militants qu'il faut, pour l'instant, éviter un recul par rapport à la situation actuelle, ou plus exactement éviter un trop grand recul favorisé par la démobilisation inévitable en juillet et août.

L'unité d'action se situe surtout au niveau des directions syndicales qui peuvent faire et défaire tous les accords à leur gré : préserver l'acquis, c'est préparer l'unité d'action à la base si elle n'est pas encore réalisée, et pour ce faire, mettre en avant une plate-forme revendicative qui corresponde aux revendications des salariés et qui comporte les éléments d'une tactique de luttes tendant à la généralisation. Cela implique alors à la participation la plus large des intéressés, c'est-à-dire des salariés eux-mêmes. Dès la rentrée, les réunions doivent reprendre ; dès la rentrée il faudra faire un examen de la situation sociale et tirer les leçons des luttes du premier semestre ; dès la rentrée, la pression en faveur de grandes luttes doit renaitre. C'est la condition pour que les militants ne retombent pas dans le découragement et que les bureaucrates ne disposent pas seuls de l'initiative.

Antoine VALLON.

# se rapprochent ! ...

rieur qui les protégeait au moins de la concurrence des entreprises américaines ou japonaises ? C'est pourtant bien là la visée de la bourgeoisie allemande qui, en raison de sa puissance économique beaucoup plus grande, aborde ce problème du démantèlement tarifaire avec un appétit qui ne se limite pas au seul Marché commun. Après avoir obtenu le maximum de garanties pour « ses » paysans, de Gaulle devra maintenant préserver ses capitalistes et cela ne peut qu'annoncer de nouvelles frictions bien qu'actuellement la décision de « lier les problèmes » oblige la France à quelques gestes de bonne volonté de crainte de voir le règlement financier agricole (non encore ratifié) être remis en question.

## ET L'ALTERNATIVE REVOLUTIONNAIRE...

A la fin d'avril, les sections syndicales CGT et CFDT de l'usine Philips de Bobigny où venait d'avoir lieu une cinquantaine de licenciements ont écrit à la direction hollandaise de cette société pour lui demander « d'examiner les problèmes d'emploi en France ». Il est bon de réfléchir sur ce cas. Sous la pression des impératifs techniques de la production se développe actuellement une tendance à l'in-

ternationalisation du capital. Quelle efficacité pourra avoir une grève dans un pays contre un patron étranger qui réalisera la majeure partie de ses bénéfices dans des usines situées hors de ce pays ? Il est clair qu'il préférera supporter une grève très longue que d'accorder un avantage qui serait immédiatement exigé par tous ses autres ouvriers. Nous n'en sommes pas encore là certes, mais le temps est compté pour mettre sur pied la riposte. Au surplus, il ne faudrait pas oublier qu'avec l'échéance maintenant fixée pour l'ouverture du Marché commun industriel, il va être de plus en plus difficile d'obtenir des augmentations de salaires à l'échelle nationale tandis que la hausse des prix agricoles se répercute sur ceux des denrées alimentaires viendra rogner notre pouvoir d'achat par l'autre bout.

Quelle est l'attitude des organisations ouvrières traditionnelles face à ces problèmes ? Les unes (pour la France FO et la CFDT) ne font plus que servir de masse de manœuvres à la bourgeoisie. Le colloque de Menton qui a réuni en février les syndicats des travailleurs de la CECA affiliés à la CISL et à la CISC l'a amplement démontré. Le « front syndical commun » que l'on y a évoqué a pour objectif de « faire en sorte que l'Europe soit aussi celle des travailleurs ». Levard, de la CFDT, déclare qu'il faut travailler « dans le sens de l'intérêt commun des Euro-

péens » (à l'Europe de l'Atlantique à l'Oural voici opposée l'Europe de Rothschild aux métaux !). Quant à Bergeron, de FO, il est convaincu que « la construction européenne ne peut qu'aller dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs » : Bergeron a bien de la chance de ne vivre que d'espoir ! Il nous semble suffisamment démontré par les faits que la construction européenne « va dans le sens d'un renforcement de la bourgeoisie à résoudre ses difficultés sur le dos du prolétariat.

La CGT, de son côté, a conclu, fin 1965, un accord avec la CGIL, créant un « comité pour l'unité d'action en Europe occidentale ». Mais, il ne suffit pas de souhaiter, comme Benoît Frachon « l'unité d'action contre l'agression des forces capitalistes », il faut encore la réaliser sur un programme de classe dont on restera très éloigné tant que « l'exploitation des contradictions inter-impérialistes » consistera à soutenir la France contre l'Allemagne sous prétexte qu'elle manifeste plus d'indépendance à l'égard des Etats-Unis.

La classe ouvrière n'a pas à arbitrer les conflits d'intérêts capitalistes au sein du Marché commun, mais à défendre les siens propres. Pour résister à l'offensive capitaliste, il faut réclamer que cette unité d'action promise par les « sommets » syndicaux soit effectivement mise en œuvre et qu'un programme commun aux six pays soit élaboré. Ce n'est que par l'internationalisation des luttes défensives qu'il deviendra possible de passer à la contre-offensive et d'ouvrir la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe : seule alternative révolutionnaire à l'Europe du grand capital.

J. DEVAUX.